

## Face au violent retour du tragique, préserver l'essentiel

---

L'aversion de certains en France à l'égard de Vladimir Poutine vient peut-être du fait que l'Europe « Bisounours » avait oublié que l'arrière plan des relations internationales est d'abord un choc de rivalités et de puissances sur fond de mauvaise foi et de mensonges, avec, à Moscou et à Ankara, l'obsession ultra nationaliste – également embrassée par Pékin – de la nostalgie de leur empire. Vu sous cet angle, très éloigné de la mentalité européenne du doux commerce et des frontières ouvertes, on comprend mieux les choses : Moscou, Ankara et Pékin roulent d'abord pour eux.

Ce qui, à propos de la Turquie, membre de l'OTAN dont les relations pétrolières et financières avec Daesh sont avérées, pose tout de même un sérieux problème. Facteur aggravant, enfin, les Etats-Unis, nos alliés depuis Lafayette, sont dans le même état d'esprit, rappelé par De Gaulle qu'un Etat n'a pas d'amis mais seulement des intérêts, un principe stratégique qui lui tranche radicalement avec la « bénévolence » altruiste et aveugle de l'Europe, dont faute d'un pouvoir de contrepoids la politique s'aligne de plus en plus sur celle de Washington.

A cet égard, la dernière preuve éclatante de la mentalité suicidaire des gentils « ours » européens dont tous les chefs d'Etat de l'UE, à commencer par Merkel et Hollande, sont responsables, est qu'à la dernière négociation avec Ankara sur les réfugiés, le Conseil Européen a, non seulement concédé 3 Mds d'€ dont on peut douter qu'il contrôlera l'usage comme il le dit, mais, en plus, tendu l'autre joue en acceptant de rouvrir les négociations sur l'entrée de la Turquie dans l'UE.

\*

En France l'idéologie utopique et hypocrite de la concorde universelle entre les peuples et le rêve intéressé du doux commerce articulé autour de nos intérêts d'exportation et la quête d'argent frais qui tiennent désormais lieu de projet diplomatique au Quai d'Orsay, se traduisent par des attitudes provocatrices tout aussi suicidaires que les électeurs ont sanctionné aux régionales de décembre qui furent, comme le dit Alexis Brezet dans son éditorial du Figaro du 7 décembre, « *un soulèvement contre tous les pouvoirs - politiques, économiques, médiatiques - tous accusés pêle-mêle d'impuissance et, plus grave, d'indifférence aux malheurs des Français* ».

### **Brouillage des repères et disparition de l'instinct de survie.**

---

Par les temps qui courent, comment est-il possible qu'une autorité nationale ait pu sans réfléchir au signal d'abandon de nos traditions politiques qu'elle diffusait, avoir eu l'inconscience d'accueillir, le 15 juin dernier à Brest, sur le site de l'ENSTA-Bretagne en présence du préfet maritime, toute une collection de femmes saoudiennes en voile noir intégral, interdit en France, venues assister à une cérémonie où, de surcroît, des stagiaires saoudiens prêtèrent serment sur le Coran.

L'épisode cautionné par des représentants officiels de la République était en contradiction flagrante avec le sacro saint dogme de la laïcité dont les grands prêtres en France vont jusqu'à

exiger que les crèches de Noël ne soient pas arrangées dans les lieux publics. Mais, quand on songe à l'intolérance inflexible et bornée de l'Arabie Saoudite où tout est interdit, à commencer par les lieux de culte non musulmans, l'affaire témoigne surtout d'une dangereuse atrophie des capacités de jugement, étouffées par la démanéation commerciale et la chimère de l'harmonie universelle.

Une provocation d'autant plus indécente que Riyad abrite un État sponsor mondial du terrorisme suicide dont les archétypes wahhabites sont en tous points semblables à ceux de l'État islamique et contre lequel lui-même ne s'engage que pour la forme, n'accueillant aucun réfugié syrien sur son territoire, alors que, selon ses propres organes d'information, il mobilise, avec quelques autres, d'ailleurs soutenus par des frappes de drones américains, 100 avions de combat et 150 000 troupes face à l'insurrection d'obéissance chiite au Yémen.

De la même manière, on doute de l'état mental de nos dirigeants qui semblent assidument cultiver les ferments des catastrophes et de la guerre civile, quand on apprend par le truchement du ministre algérien des Affaires religieuses qu'Alger « a entamé les procédures d'appropriation de la Grande Mosquée de Paris ». Le recteur Boubakeur a démenti. Certes.

Mais notre État laïc n'est pas tenu au silence sur ce type de question. Il a au contraire tous les arguments juridiques et toutes les armes constitutionnelles et légales pour intervenir dans ce débat et le clarifier, en arguant de son entière souveraineté et de son libre arbitre. S'il ne le fait pas c'est qu'au mieux il est tétanisé par une question qui perturbe ses schémas de laïcité mal comprise, au pire qu'il est lâche.

\*

### **Le terrorisme : la forme la plus extrême de guerre psychologique.**

La catalepsie bureaucratique de la France dont la diplomatie se réduit aux affaires et au suivisme pro-américain, est homothétique de la désespérante léthargie de l'Europe politique incapable peser face aux nostalgiques de la puissance qui nous entourent à l'Est comme à l'Ouest.

Dans ce contexte paralysé où jamais l'Europe n'a réfléchi autrement que superficiellement à une défense collective, l'agglomérat désordonné et confus des 28 tarde à comprendre qu'en plus de la crise humanitaire agglutinée à nos portes, nous sommes, avec le surgissement du terrorisme suicide, en face de la « forme la plus extrême de la guerre psychologique » (Raymond Aron, Guerre et Paix entre les Nations) dont les agents disséminés chez nous, opèrent en toute liberté grâce aux nouvelles technologies de l'information. Dans ce contexte, il faut se rendre à l'évidence, les bombardements seuls ne viendront pas à bout d'une menace qui se trame et se développe dans nos entrailles.

Plus encore, la propagande des Djihadistes nourrie par internet tire partie des informations ouvertes sur les frappes d'une coalition en très grande partie occidentale (s'agissant au moins des moyens et du nombre de frappes) pour, une fois de plus, argumenter sur le choc d'une nouvelle croisade contre l'Islam. C'est pourquoi, il faut changer nos paradigmes de perception de cette guerre dont le volet militaire pourrait une fois de plus se retourner contre nous. Ne nous faisons pas d'illusions, quand les frappes russes ciblent sans discriminer, elles provoquent des dommages collatéraux qui fabriquent des Djihadistes. Et quand Américains, Français et Anglais tentent de conduire des raids précis discernant les combattants des civils

(ce qui est difficile avec un ennemi dissimulé dans la population), leurs frappes sont moins efficaces.

En France, nous nous glorifions de la mise hors de combat d'Abaoud, organisateur supposé des attentats de Paris. Mais il est important de prendre conscience que son image diffusée par les médias est en train de faire de lui un héros et un martyr religieux parmi les jeunes radicalisés. D'autant que certains médias avides de sensationnel, le qualifient, sans trop savoir de quoi ils parlent, de « cerveau », de « chef d'état-major », dont l'enflure nourrit les fantasmes des esprits faibles.

De toutes ces observations très dérangeantes qui mettent en évidence une menace travaillant les esprits contre laquelle les bombes sont inefficaces, il découle qu'en plus des opérations aériennes dont on sait qu'elles ne seront pas décisives sans intervention au sol, les mesures les plus impératives à prendre sont doubles.

### **Il est urgent de revenir à l'essentiel.**

---

Sans préjuger de la réflexion politique nécessaire pour comprendre comment des zones entières de la République sont devenues des repaires de la haine anti-française, pour y appliquer chaque fois que possible des politiques de « contre et dé-radicalisation », évoquées par le rapport Conesa, avec la participation de théologiens Musulmans éclairés, elles appellent d'ores et déjà les dirigeants politiques européens et français à sortir de leur engourdissement bureaucratique pour :

1) La création très urgente d'un système de protection des frontières européennes dont les mailles seront moins laxistes qu'elles ne le sont actuellement, assorties chez nous du retour aux méthodes éprouvées de la police de proximité et des renseignements généraux détruits par l'Elysée entre 2007 et 2012, d'un maillage militaire plus large, d'une opération sentinelles moins statique et d'une garde nationale proposée en amont du dernier Livre Blanc, mais rejetée par les politiques autistes et dont l'idée a, à la suite de François Hollande, été exhumée devant commission de Défense de l'Assemblée nationale, le 17 novembre par le Général Sainte-Claire Deville, commandant les Forces terrestres.

2) Une réaction à long terme et de grande ampleur à la guerre psychologique qui taraude un réservoir d'esprits désaxés par nombre de facteurs bien connus et amplement analysés depuis de nombreuses années, fabriquant à jets continus le rejet et la haine de la France. Les effets de cette guerre des consciences s'étaient déjà très clairement exprimés lors des émeutes des banlieues en 2005 et de leur réplique en 2011, mais la classe politique les avait édulcorés ou niés. Les d'efforts à faire sont à la fois connus et difficiles à mettre en œuvre.

Il passent d'abord, après l'augmentation des budgets et des moyens de la justice, de la police et de l'armée, par une reconquête des territoires perdus de la République, suivie d'une présence policière suffisante et de longue durée, dépassant les affichages médiatiques des « opérations coups de poing » sans lendemain, à quoi s'ajouterait l'abandon des politiques judiciaires laxistes qui nourrissent les récidives en même temps que le désarroi de la police, et enfin les efforts de réinsertion de ceux qui peuvent l'être et l'expulsion ou la mise définitive hors de la société de ceux pour qui l'espoir de rédemption est mort.

Au passage une remarque. Le gouvernement a commencé à fermer les mosquées. Certes. Mais souvenons-nous de deux choses : 1) ce ne sont pas lieux de culte qu'il faut fermer au

risque de jeter dans la rue des Musulmans qui iront prier ailleurs, mais les associations prônant une idéologie antisociale, antirépublicaine et antifranaise, en même temps qu'il faut enfermer ou expulser les imams qui les animent. 2) 80% des radicalisés ne le sont pas dans les mosquées, mais sur Internet, ce qui complique beaucoup le travail de prévention et de « déradicalisation. »

Il est évident que ces stratégies, appuyées par une surveillance et un accompagnement socio-économique destinés à réduire les délabrements familiaux qui nourrissent les terreaux favorisant la bascule radicale des jeunes, devront être soutenues par la rénovation fondamentale de l'école et la remise en cause des idéologies démagogiques qui soutiennent aujourd'hui son évolution catastrophique, fabriquant un nombre inquiétant de semi-illettrés et de frustrés en rupture d'intégration.

Le chantier est, on le voit, immense et de longue haleine. Mais il est bien probable qu'au-delà des postures c'est bien cela que la majorité des Français, toutes confessions confondues, attendent et qu'ils viennent d'exprimer aux régionales en désavouant les partis traditionnels.

En arrière plan, resurgissent toujours les exigences du courage de l'administration qui, partout, doit redresser les dérives des Salafistes aux tendances intrusives, discriminantes, pesantes, antisociales et antirépublicaines et du choix régalien des priorités qui conditionnent les budgets et les moyens. Ce qui, entre autres, devrait conduire à prendre nos distances avec la gloutonnerie d'un État providence qui, de proche en proche, et par les abandons démagogiques successifs, a déjà commencé à sacrifier la liberté de tous à l'illusion du bonheur.

*François TORRES  
décembre 2015.*